



**RÉGION ACADÉMIQUE  
GUADELOUPE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Marché public de fournitures courantes ou de service**

**Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)**

**MP N° 07 /2023**

**Code CPV 60100000-9**

<b>Pouvoir Adjudicateur</b>
<b>Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Rectorat de la Guadeloupe ZAC de Dothémare BP 480 97183 LES ABYMES cedex</b>
<b>Objet</b>
<b>Prestation de location de véhicules individuels de tourisme de courte durée</b>

## Sommaire

<b>1.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....</b>	<b>3</b>
1.1	Objet du marché.....	3
1.2	Définition et obligation des parties contractantes.....	3
1.3	Décomposition du contrat.....	3
1.4	Type d'accord-cadre .....	3
1.5	Condition d'attribution des bons de commande .....	3
<b>2.</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>DUREE MAXIMALE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>4</b>
3.1	Durée d'exécution du contrat : .....	4
3.2	Reconduction :.....	4
3.3	Clause de réexamen : .....	4
3.4	Titulaire : .....	4
<b>4.</b>	<b>NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
4.1	Description des prestations .....	5
4.2	Caractéristiques minimales des véhicules .....	5
4.3	Prestations incluses dans la location de véhicule .....	5
<b>5.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
5.1	Réservations.....	6
5.2	Passation des commandes.....	6
5.3	Délai d'exécution des bons de commande.....	6
5.4	Lieux d'exécution des bons de commande .....	6
5.5	Modification et annulation des réservations : .....	7
<b>5.6</b>	<b>Prestations supplémentaires ou modificatives : .....</b>	<b>7</b>
<b>6.</b>	<b>CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>7</b>
6.1	Prix.....	7
6.2	Conditions de variations des prix .....	7
6.3	Clause de sauvegarde.....	7
6.4	Avance .....	7
6.5	Conditions de versement et de remboursement de l'avance :.....	8
6.6	Dispositions relatives à la sous-traitance .....	8
<b>7.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>8.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>8</b>
8.1	Transmission des demandes de paiement : .....	8
8.2	Acomptes et paiements partiels définitifs : .....	8
8.3	Dispositions applicables en matière de facturation électronique : .....	9
<b>9.</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>9</b>
9.1	Pénalités de retard : .....	9

9.2 Pénalités pour travail dissimulé :.....	9
9.3 Pénalités pour mauvaise exécution :.....	9
<b>10. MAINTENANCE :.....</b>	<b>10</b>
<b>11. LANGUE ET MONNAIE .....</b>	<b>10</b>
<b>12. ASSURANCE .....</b>	<b>10</b>
<b>13. CONDITIONS DE RESILIATION.....</b>	<b>10</b>
<b>14. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE .....</b>	<b>10</b>
<b>15. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>11</b>
<b>16. DEROGATIONS.....</b>	<b>11</b>

## **1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT**

### **1.1 Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent : la location de véhicules individuels de tourisme de courte durée pour les besoins du Rectorat de la Guadeloupe.

Ces véhicules sont destinés à assurer le déplacement des agents pour couvrir les missions qui leur sont dévolues.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après accord- cadre à bons de commande.

### **1.2 Définition et obligation des parties contractantes**

#### **1.2.1 Définitions :**

Au sens du présent contrat :

Le rectorat de la Guadeloupe est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec son titulaire. Elle sera également désignée ci-après par le terme « pouvoir adjudicateur »

Le « titulaire » est l'opérateur économique (ou le groupement d'opérateurs économiques) qui a été retenu pour exécuter les prestations définies dans le cadre du présent marché conclu avec le pouvoir adjudicateur.

#### **1.2.2 Parties contractantes :**

Les parties contractantes sont :

- 1) Le pouvoir adjudicateur, d'une part,
- 2) Le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le pouvoir adjudicateur d'autre part.

### **1.3 Décomposition du contrat**

Les prestations sont réparties en 5 lots.

LOTS	Désignation
3	Locations de véhicules à Saint-Martin

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques ( un attributaire par lot).

### **1.4 Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1, R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Le montant prévu pour assurer la totalité de l'opération est de 240 000 € maximum. Pour Saint-Martin, le montant s'élève à 30 000 € maximum.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

### **1.5 Condition d'attribution des bons de commande**

L'exécution des prestations est conditionnée à la passation d'accord-cadre à bons de commande au fur et à mesure de l'identification des besoins par le Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande sont adressés aux titulaires par courriel jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Aucune prestation ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande établi par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

## **2. PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et en cas de contradiction prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG-FCS non joint au dossier est réputé connu du candidat.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ainsi que le code de la commande publique sont consultables et téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>.

## **3. DUREE MAXIMALE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

### **3.1 Durée d'exécution du contrat :**

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une période ferme d'un (1) an, et pourra être reconductible trois (3) fois tacitement jusqu'à son terme, pour une période d'un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

### **3.2 Reconduction :**

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de la validité de l'accord-cadre. La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

### **3.3 Clause de réexamen :**

Conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le montant maximum fixé à l'article 1.3 de ce présent document pourra faire l'objet d'une révision sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de modification à la hausse de la consommation de la prestation, dépassant le montant maximum prévu. Cette augmentation ne pourra dépasser 30 % du montant total maximum.

### **3.4 Titulaire :**

Le titulaire doit confirmer la désignation, dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché, d'une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter dans l'exécution de celui-ci. Il doit également nous fournir les coordonnées de la ou des personnes dédiées à l'exécution dudit marché.

## 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

### 4.1 Description des prestations

Le Titulaire s'engage sur demande du Rectorat de la Guadeloupe :

A mettre à disposition des utilisateurs, un véhicule propre et en bon état de la gamme économique catégorie A pendant la durée de la mission. Les véhicules doivent répondre aux normes françaises et européennes homologuées en vigueur.

La prestation pourra également, à titre exceptionnel, porter sur la fourniture d'un véhicule de catégorie supérieure.

Le parc de véhicules dédié au marché devra être en nombre suffisant pour satisfaire à toutes demandes formulées dans les délais spécifiés à l'article 5-3 du présent cahier des clauses particulières.

Lorsque la demande de location d'une catégorie de véhicule ne peut être satisfaite pour cause d'indisponibilité de véhicules, le prestataire doit proposer une solution alternative à l'utilisateur.

En cas de défaillance (humaine ou matérielle), le prestataire s'engage à prévenir immédiatement le Rectorat de la Guadeloupe et à tout mettre en œuvre pour que la prestation puisse être menée à son terme ; par exemple la mise à disposition d'un véhicule de catégorie supérieure sans frais supplémentaire à la charge du Rectorat de la Guadeloupe.

Les prestations d'assistance et de maintenance sont comprises dans le prix de la location. L'utilisateur du véhicule devra disposer **d'un numéro de téléphone à contacter en cas de besoin d'assistance ainsi que d'un document récapitulant la procédure en cas de panne.**

Dans le cas où un utilisateur demanderait à bénéficier d'un véhicule doté d'une boîte automatique, il appartient à ce dernier de prendre en charge le surcoût y afférent. Cette clause n'est pas applicable lorsque l'utilisateur se trouve en situation de handicap.

Si l'utilisateur remet le véhicule avant les heures et dates prévues, le titulaire a pour obligation de modifier la facture en prenant en compte le retour anticipé.

### 4.2 Caractéristiques minimales des véhicules

Le Titulaire met à disposition du Rectorat de la Guadeloupe, des véhicules de catégorie A avec l'équipement minimum suivant :

- Direction assistée
- Airbag conducteur et airbag passager
- Climatisation
- Radio
- Roue de secours avec cric ou système équivalent

### 4.3 Prestations incluses dans la location de véhicule

Les prestations incluses dans la location de véhicule sont :

- Les conditions de retrait et de restitution du véhicule et notamment les conditions applicables en cas de restitution du véhicule au-delà du délai de retour prévu ;
- L'assurance du conducteur, et le cas échéant des personnes transportées (maximum 2) ;
- L'exonération du dépôt de garantie ;
- Les modalités de prise en charge du véhicule en cas de panne, d'accident et de vol ;
- La facturation de l'essence manquante au Rectorat de la Guadeloupe.
- L'Entretien et maintenance du véhicule y compris les pneumatiques.

## **5. MODALITES D'EXECUTION**

### **5.1 Réservations**

Le système de réservation proposé doit permettre au gestionnaire du bureau des voyages d'effectuer une réservation en ligne via une application, un site internet ou encore un logiciel et/ou par mail. Le système de réservation en ligne sera favorisé et devra détenir toutes les fonctionnalités nécessaires à la réservation en autonomie d'un ou plusieurs véhicules. Les délais ci-dessous indiqués devront être respectés peu important le système de réservation choisi.

Sauf dans le cas des demandes urgentes, le titulaire est informé des prestations à effectuer dans un délai de 48h.

Dans le cadre du système de réservation par mail, le Rectorat de la Guadeloupe s'engage à émettre sa réservation par courriel auprès du Titulaire.

### **5.2 Passation des commandes**

Les bons de commande à en-tête du Rectorat de la Guadeloupe seront transmis par voie électronique au Titulaire. Les réservations non confirmées par un bon de commande du Rectorat de la Guadeloupe resteront à la charge du Titulaire.

Les bons de commande mentionneront :

- Le service émetteur
- Le numéro du marché
- L'imputation budgétaire
- Le numéro et la date du bon de commande
- L'identification des personnes en mission
- Le trajet (itinéraires détaillés)
- Les dates et heures de départ et de retour
- Le montant hors taxes et toutes taxes comprises de la commande

Un même bon de commande pourra avoir pour objet une ou plusieurs prestations (déplacement d'une ou plusieurs personnes).

Les bons de commande seront visés obligatoirement par le pouvoir adjudicateur ou un de ses représentants.

Tout bon de commande émis pendant la durée légale du marché devra être exécuté en totalité, même après la fin du délai d'exécution.

### **5.3 Délai d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande devront être exécutés par le Titulaire dans un délai maximum de 48h.

#### **Prestations urgentes :**

Le titulaire devra être en mesure de proposer des véhicules dans le cadre de demandes urgentes (moins de 24 heures).

### **5.4 Lieux d'exécution des bons de commande**

Les réservations de véhicules concernent des missions en Guadeloupe, Martinique pour le lot 1, Marie-Galante pour le lot 2, Saint-Martin pour le lot 3, Désirade lot 4 et Guyane lot 5. Les candidats ont la possibilité de soumettre une offre pour un ou plusieurs lots.

La prise en charge des véhicules s'effectue au guichet du Titulaire du marché situé à l'aéroport ou à proximité immédiate.

**NB : Dans le cas où le site de dépôt des véhicules n'est pas à proximité immédiate de l'aéroport, le Titulaire doit prévoir un système de navette gratuite reliant les sites, à l'aller comme au retour.**

### **5.5 Modification et annulation des réservations :**

Le Titulaire s'engage à modifier ou annuler, les réservations dès réception de la demande d'annulation ou de modification par les services émetteurs du Rectorat de la Guadeloupe sans aucune conséquence financière pour le Rectorat de la Guadeloupe.

### **5.6 Prestations supplémentaires ou modificatives :**

Conformément à l'article 23 du CCAG FCS, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

## **6. CONDITIONS FINANCIERES**

### **6.1 Prix**

Le présent marché est traité à prix unitaire. Le prix devra comprendre l'ensemble des éléments de rémunération et toutes les charges sociales, d'équipement et de structure.

Les prix sont établis en euros toutes taxes comprises. Les prix des prestations intègrent la location et la maintenance. Le prestataire devra apporter des précisions et indiquer le montant de la taxe aéroport.

### **6.2 Conditions de variations des prix**

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, soit le mois correspondant au mois de remise des offres.

Les prix demeurent fermes et sont définitif pendant la première année d'exécution du marché.

Passé ce délai, les prix proposés pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse, selon les variations du barème enregistrées par le titulaire du marché.

Les prix font l'objet d'un seul ajustement par an, à la date d'anniversaire du début d'exécution des prestations.

Le titulaire devra transmettre par voie électronique au Pouvoir adjudicateur, le BPU annexés à l'acte d'engagement comportant les nouveaux tarifs applicables, un mois avant la date d'anniversaire du marché.

### **6.3 Clause de sauvegarde**

Le Rectorat se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité, à la date d'application du nouveau coût journalier dès lors que ceux-ci conduisent à une augmentation de plus de 3% par rapport au coût journalier initialement proposé par le titulaire du marché ou de la dernière révision tarifaire acceptée.

### **6.4 Avance**

Une avance peut être accordée au titulaire s'il se trouve dans le cas de l'article R2191-3 du code de la commande publique.

L'option appliquée est l'option B du CCAG FCS.



Le montant de l'avance est fixé à 5, 0% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois, si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5, 0% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

#### **6.5 Conditions de versement et de remboursement de l'avance :**

Une avance peut-être accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'Acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

#### **6.6 Dispositions relatives à la sous-traitance**

La sous-traitance totale est formellement interdite et toute sous-traitance partielle devra faire l'objet d'une acceptation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

**Paiement des sous-traitants.**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous -traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### **7. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prendra la décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG FCS.

### **8. MODALITES DE REGLEMENT**

#### **8.1 Transmission des demandes de paiement :**

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Rectorat de Guadeloupe a opté pour la solution mutualisée, gratuite et sécurisée CHORUS PRO.

#### **8.2 Acomptes et paiements partiels définitifs :**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

**NB : Le titulaire doit obligatoirement fournir un relevé mensuel de facturation par division, à savoir, un relevé pour la division examen et concours (inscrire DEC) un pour la division formation (inscrire FORM) et un autre pour le rectorat (inscrire DBM) (hors examen et formation).**

### **8.3 Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Après exécution des prestations, le titulaire établira les factures correspondantes. Elles doivent être libellées à l'ordre de : Rectorat de la Guadeloupe - Plate-forme CHORUS- Parc d'activités la Providence - ZAC de Dothémare - BP480 - 97183 LES ABYMES CEDEX.

Et transmise par voie électronique via le portail de facturation :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le sous-traitant admis au paiement direct devront comporter les mentions suivantes :

- le nom du service émetteur ;
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du créancier ;
- sa domiciliation bancaire ;
- la mention exacte de la prestation ;
- le montant de la prestation exécutée en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA (y compris le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous-traitants).
- la référence du marché ;
- la date d'exécution des prestations
- le relevé mensuel des factures avec le nom de la division correspondante :
  - division examen et concours : inscrire DEC,
  - division formation : inscrire FORM,
  - rectorat : inscrire DBM<sub>2</sub>
- tout rabais, ristournes ou escomptes acquis chiffrables lors du marché et directement lié au marché.
- la date de facturation

Conformément à l'article 1er du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai de « 30 jours à compter de la date de réception de la facture ».

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

## **9. PENALITES**

### **9.1 Pénalités de retard :**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, pour jour de retard et sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 10 % du montant du marché. Il n'est pas exonéré des pénalités allant en deçà d'un montant de 1000 €.

### **9.2 Pénalités pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

### **9.3 Pénalités pour mauvaise exécution :**

En cas de mauvaise exécution, d'exécution partielle par rapport aux délais contractuels, dans l'exécution des prestations objet du présent marché, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le Titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du prix TTC de la location.

## **10. MAINTENANCE :**

Les prestations font l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire toute la période de la location à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 27 du CCAG FCS.

## **11. LANGUE ET MONNAIE**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## **12. ASSURANCE**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. Toutefois, cette sous-traitance ne signifie en aucune manière un désengagement de responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable de l'exécution de la totalité des prestations réalisées.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable vis à vis du rectorat de la Guadeloupe de l'exécution des parties sous-traitées. A ce titre, les défaillances des sous-traitants, relevant du non-respect de ses engagements ou de la cessation d'activité, sont traitées comme des défaillances du titulaire.

## **13. CONDITIONS DE RESILIATION**

Le marché pourra être résilié dans les cas et aux conditions prévues dans le CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2142-1, R 2142-3, R2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R 2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En outre, le marché pourra être résilié dans le cas prévu à l'article « Clause de sauvegarde » et à l'article « Redressement judiciaire » du présent Cahier des Clauses Particulières.

## **14. LIQUIDATION ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **15. CONTENTIEUX / REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

Les contestations se rapportant au présent marché et qui n'auraient pas pu être réglées à l'amiable, soit directement entre les parties, soit par l'intermédiaire du Comité Consultatif de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique seront de la compétence du Tribunal Administratif de Basse-Terre.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en Français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16. DEROGATIONS.**

L'article 9.1 déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 9.3 déroge à l'article 14 du CCAG FCS.